

MAIRIE d'ARREAU
Conseil municipal du 20 juin 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 20 du mois de juin à 18 heures et 30 minutes, le conseil municipal de la ville d'Arreau, dûment convoqué, s'est réuni en salle du Conseil de la mairie d'Arreau.
Date de convocation du conseil municipal 14 juin 2024.

PRESENTS:

Philippe CARRERE Maire, Nadine DESMARAIS, Anne DUNAN, adjoints,
Jean Pierre BUERBA, Sylvie BIRABEN, Anne-Laure JEAN-BAPTISTE, Raphael BENOIT, Jean-Laurent PEREZ.

ABSENTS EXCUSES

Jean-Philippe DELARUE procuration à Nadine DESMARAIS
Marc CAUMONT procuration à Anne DUNAN
Stéphane AUZERAL procuration à Jean-Pierre BUERBA
Kate MARIE procuration à Sylvie BIRABEN
Jean-Baptiste GRANGE procuration à Philippe CARRERE
Laura LAVILANIE

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 8 et pouvant valablement délibérer, il a été conformément à l'article 29 du Code des Collectivités Territoriales, procédé à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil.

Sylvie BIRABEN est élue secrétaire de séance.

Approbation du compte rendu du conseil municipal du **16 mai 2024**.

Le compte rendu du conseil municipal du **16 mai 2024** est approuvé à l'unanimité.

AVENANT AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA MAISON MOLIE

(48-2024)

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n° 82-2023 du 23/10/2023, le conseil municipal avait validé le choix des entreprises retenues pour les travaux de réhabilitation de la Maison Molie pour un montant total de 1 326 307,50€ HT.

Il explique qu'à la suite de la phase de démolition, des faiblesses dans la structure de la charpente ont été révélées, notamment la mise en place d'une poutre sablière côté Neste, qui, à elle seule représente 9 749,96€ HT. Afin de ne pas déstabiliser la structure des solives existantes, il a été proposé, non pas de relever les plafonds des appartements du 2^{ème} étage, mais d'en abaisser le plancher par la création d'un plancher collaborant.

De plus, compte tenu d'un sol rocheux ne permettant pas de conserver la fosse d'ascenseur prévue, il est nécessaire de réduire la cuvette et de modifier le type de machinerie.

L'ensemble de ces modifications affectent les lots :

- Lot n° 1.2 : VRD/Démolitions/Gros-œuvre : + 48 738,90€ HT
- Lot n° 2 : Charpente bois/Couverture : - 32 012,98€ HT

- Lot n° 5 : Cloison/Doublage/Isolation/Faux Plafonds : - 10 015,72€ HT
 - Lot n°12 : Ascenseur/Plateforme élévatrice : + 3 000€ HT
- La somme totale de ces avenants s'élève à 9 710,20€ HT.

Il indique que la Commission d'Appel d'Offre réunie le 20/06/2024 a émis un avis favorable pour ces avenants.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés décide :

- D'autoriser Mr le Maire à signer les avenants pour :
 - Lot n°1.2 : VRD/Démolitions/Gros-œuvre : + 48 738,90€ HT portant le marché à un montant de 374 837,32€ HT
 - Lot n° 2 : Charpente bois/Couverture : - 32 012,98€ HT portant le marché à un montant de 258 008,49€ HT
 - Lot n° 5 : Cloison/Doublage/Isolation/Faux Plafonds : - 10 015,72€ HT portant le marché à un montant de 170 325,97€ HT
 - Lot n°12 : Ascenseur/Plateforme élévatrice : + 3000€ HT portant le marché à un montant de 42 000€ HT.

Le montant total de l'opération est ainsi porté de 1 326 307,30€ HT à 1 336 017,50€ HT.

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché et toutes pièces afférentes au dossier.

PRIME DU POUVOIR D'ACHAT

(49-2024)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Le Gouvernement a prévu le versement d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique de l'État et de la fonction publique hospitalière ainsi que pour les militaires.

Les conditions du versement de cette prime sont régies par le décret n°2023-702 du 31 juillet 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique de l'État et de la fonction publique hospitalière ainsi que pour les militaires concerne la fonction publique de l'État et la fonction publique hospitalière.

Toutefois, pour la fonction publique territoriale, c'est le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale qui s'applique.

Les conditions d'éligibilité, le montant et les modalités de versement de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle définis par le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 sont donc applicables aux agents publics territoriaux concernés **sous réserve de l'adoption d'une délibération** par la collectivité ou l'établissement public employeur **après avis du comité social territorial compétent**.

Le versement de cette prime est possible pour :

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
- Les agents contractuels de droit public
- Les assistants maternels et assistants familiaux (mentionnés à l'article L. 422-6 du code de l'action sociale et des familles).

Sont exclus de cette prime :

- les agents publics éligibles à la prime de partage de valeur prévue au I de l'article 1er de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;
- les élèves et étudiants en formation en milieu professionnel ou en stage avec lesquels les employeurs sont liés par une convention de stage dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 124-1 du code de l'éducation.

Le texte prévoit, par catégorie de bénéficiaires, les conditions d'éligibilité et les modalités de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat.

- **Avoir été nommé ou recruté avant le 1^{er} janvier 2023 ;**
- **Être rémunéré par un employeur public au 30 juin 2023 ;**
- **Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39000 euros entre le 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.**

Le montant de cette **prime** est modulé en fonction de la rémunération brute définie à l'article 2 du décret susvisé.

Dans la limite du plafond prévu pour chaque niveau de rémunération défini par le barème suivant, l'organe délibérant détermine le montant de la prime prévue.

Monsieur le Maire propose de fixer le montant de la prime à 50% du plafond autorisé.

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	400 € (dans la limite de 800 euros)
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	350 € (dans la limite de 700 euros)
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	300 € (dans la limite de 600 euros)
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	250 € (dans la limite de 500 euros)
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	200 € (dans la limite de 400 euros)
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	175 € (dans la limite de 350 euros)
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	150 € (dans la limite de 300 euros)

Le montant de la prime déterminée en fonction du barème ci-dessus est **réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée de l'emploi** sur la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Le montant de cette prime, **qui n'est pas reconductible**, peut être versée **en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024**.

Elle est cumulable avec toutes primes et indemnités perçues par l'agent (à l'exception de la prime prévue par le décret du 31 juillet 2023 susvisé).

Aucune démarche de l'agent ne doit être faite pour en bénéficier.

Cet exposé terminé :

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général de la fonction publique,

VU le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale

VU l'avis du CST en date du 4 juin 2024

CONSIDERANT :

- Qu'il appartient au Conseil municipal, d'ouvrir la possibilité du versement de cette prime ;
- Qu'il appartient au Maire chargé de l'exécution des décisions du Conseil municipal d'accorder cette prime de manière individuelle, en identifiant les agents bénéficiaires, en fixant le montant versé dans la limite du plafond susvisé, et en déterminant les modalités de son versement.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le conseil municipal décide d'octroyer la prime pouvoir d'achat exceptionnelle à l'ensemble des agents et fera l'objet d'un versement unique au mois de juin (avant le 30 juin 2024).

REGLEMENT DU MARCHE HEBDOMADAIRE

(50-2024)

Monsieur le Maire précise qu'il est nécessaire de réactualiser le règlement du marché hebdomadaire, notamment les plages horaires d'ouverture, les attributions des emplacements et le plan en fonction des périodes.

Monsieur le Maire donne lecture du futur règlement rédigé avec la Fédération Nationale des marchés de France.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés décide de valider ce nouveau règlement du marché hebdomadaire.

LANCEMENT CONSULTATION POUR L'AMENAGEMENT DU TRESOR ST EXUPERE

(51-2024)

Monsieur le Maire rappelle que le cabinet d'architecte Thouin a été missionné pour l'aménagement de la chapelle Nord, création d'une grille, protection par alarme et desserte électrique en vue de la présentation du Trésor dans la chapelle. Une subvention de 18 420€ a été octroyée par la DRAC par arrêté le 10 novembre 2023.

Parallèlement, le projet de mise en tourisme de Saint Exupère a été lancé avec la nécessité d'intégrer dans la desserte électrique l'alimentation d'une borne son dans le Narthex.

Monsieur le Maire propose de lancer la consultation du dossier correspondant, en procédure adaptée. Le dossier se décompose en deux lots :

- Lot n°1, Serrurerie Ferronnerie estimé à 32 000 € HT,
- Lot n°2, Electricité, estimé à 12 000 € HT.

L'annonce sera mise sur le profil acheteur.

Par ailleurs, des restaurateurs ont été sollicités afin d'établir les devis de restauration des objets en bois d'une part et de l'orfèvrerie d'autre part, les autorisations de travaux sur ces objets ont été obtenues, en

date du 18 mars 2024 et du 14 mai 2024. Il convient de passer commande afin d'intégrer leur prestation dans le projet.

- Devis de Mme Catalo, objet mobilier bois et étude climatique : 3 565€ HT
- Devis de Mme Dallancourt, orfèvrerie : 2 400 € HT

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés décide :

- D'autoriser Mr le Maire à lancer la consultation pour l'aménagement de la chapelle Nord, lot 1 et lot 2 en procédure adaptée,
- D'autoriser Mr le Maire à signer les devis concernant la restauration des objets d'un montant de 3 565€ HT, devis de Mme Catalo, et de 2 400€ HT, devis de Mme Dallancourt,
- D'autoriser Mr Le Maire à signer toutes pièces afférentes

QUESTIONS DIVERSES

- ❖ **Elections législatives**

INFORMATIONS

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 19h45.

Philippe CARRERE

Maire d'Arreau